



Déclaration liminaire  
Union syndicale Solidaires  
CSE du 14 mars 2024

L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'éducation qui la composent maintiennent une opposition ferme au « choc des savoirs ». Des manuels labellisés comme contrôle permanent des savoirs, des groupes de niveaux comme mise à l'écart et stigmatisation des élèves les plus faibles, un usage déraisonné et irréaliste du numérique et de l'intelligence artificielle pour brider ou standardiser les lycéens, autant de mesures contre lesquels nous sommes en lutte.

L'Union syndicale Solidaires constate que les négociations entamées avec le secrétariat général de l'enseignement catholique concernant les groupes de niveaux traduisent, de nouveau, la volonté d'exacerber la concurrence de l'enseignement privé sous contrat à l'enseignement public.

Le brevet deviendrait obligatoire pour passer en seconde et les élèves qui échoueraient seraient scolarisés une année en « prépa-lycée ». Dans quelles conditions ? Dans quels établissements ? L'Union syndicale Solidaires dénonce encore, une proposition farfelue de notre ministère qui ne produira qu'un dérèglement du parcours scolaire de l'élève, le forçant ensuite à quitter l'école pour le monde du travail.

Parcoursup continue à faire, en cette période, les dégâts déjà constatés les années précédentes : aggravation des inégalités sociales, difficultés d'accès aux formations voulues par les élèves. Les familles socialement défavorisées ne peuvent aider leurs enfants dans ce parcours du combattant. Les candidats ne sont pas dupes et savent bien que la sélection se fera en fonction de l'établissement d'origine. Tous ces critères discriminatoires sont aussi amplifiés par le contrôle continu qui ne traduit aucunement le niveau de connaissances de l'élève. De même, la réforme de la voie professionnelle mettra les bacheliers de ces sections dans une situation encore plus précaire et encore plus à la merci des établissements supérieurs privés, voire au service des entreprises. Les fédérations de l'Education de l'Union syndicale Solidaires n'ont de cesse de condamner la plateforme parcoursup et ses conséquences de maltraitance, d'inégalités de traitement parmi les lycéens et de dégradation des conditions de travail pour le personnel enseignant.

Améliorer les carrières et prendre des mesures favorables pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans la fonction publique reste une revendication primordiale pour l'Union syndicale Solidaires, en particulier dans la situation d'effondrement du pouvoir d'achat des agent.es. Loin d'en faire une priorité, le gouvernement répond aux problèmes de rémunération et de conditions de travail par une perspective de loi visant à privilégier le salaire au « mérite ». Il faut stopper les mesures inégalitaires et la dévalorisation systématique de l'ensemble des personnels. Nous voulons vivre dignement de notre travail et refusons une rémunération de primes ou de « mérite ». Les missions du service public, en particulier de l'Education nationale, doivent se dérouler dans de bonnes conditions pour le personnel comme

pour les usager.ères. Pourtant, nous constatons le délabrement des établissements et la mise en danger quotidienne des enseignants, des personnels d'éducation, des élèves. L'Etat employeur faillit actuellement à tous ses devoirs et ses obligations et persiste dans cette orientation avec les restrictions annoncées sur le budget de l'Education nationale dans le cadre du plan de 10 milliards d'économies, dans nos secteurs déjà passablement dégradés. La volonté gouvernementale est de faire des cadeaux au patronat au détriment des services publics essentiels à toutes et tous.

En parallèle à toutes ces restrictions, un gaspillage inédit et irresponsable de l'argent public se perpétue avec la mise en place des uniformes et du SNU.

Les services publics, les politiques publiques au service de toutes et tous, vitale pour notre survie concernant l'écologie, la satisfaction des besoins de la population et de l'égalité, ne doivent pas encore faire les frais d'une politique libérale au détriment de toutes et tous. L'Union syndicale Solidaires continue à soutenir les grèves en cours, à construire les luttes et appelle à une journée de mobilisation le 19 mars pour une vraie revalorisation des salaires dans la fonction publique !